

SYNOPSIS EUROMED

Edition no 161

16 novembre 2001

EVENEMENTS

- **La Troïka de l'Union européenne effectue une visite au Moyen-Orient du 16 au 19 novembre afin de voir comment l'UE peut contribuer à la reprise du Processus de paix au Moyen-Orient.** La Troïka se rendra d'abord en Egypte où elle rencontrera le Président Moubarak le 17 novembre. Elle rencontrera ensuite le Président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat le même jour à Ramallah. La Troïka sera le 18 novembre en Israël où ses membres déjeuneront avec le Premier Ministre Ariel Sharon et auront une réunion de travail avec le Ministre des Affaires étrangères Shimon Peres. Les représentants de l'UE devraient être reçus par le Roi Abdullah le 19 novembre à Amman en Jordanie. Plus tard dans la journée, ils doivent rencontrer le Président syrien Béchir Al-Assad à Damas, puis le Président et le Premier Ministre du Liban, Emile Lahoud et Rafik Hariri. La Troïka se composera du Premier Ministre belge Guy Verhofstadt en tant que Président du Conseil européen, du Président de la Commission européenne Romano Prodi, du Ministre belge des Affaires étrangères Louis Michel et du Haut Représentant de l'Union européenne Javier Solana. MM. Michel et Solana quitteront la région le 18 novembre en fin de journée pour pouvoir participer au Conseil des Ministres de l'UE le lendemain à Bruxelles. Chez tous les Partenaires, la coalition internationale contre le terrorisme et la coopération bilatérale seront au menu des discussions.
- **Le Comité MED s'est réuni le 14 novembre à Bruxelles. Il a donné une opinion favorable à six Plans de financement annuels MEDA pour une somme totale de 476 millions d'euros, ainsi qu'à un nouveau soutien budgétaire à l'Autorité palestinienne.** Les Plans de Financement nationaux MEDA 2001 intéressent l'Algérie – 110 millions d'euros, l'Egypte – 31 millions, la Jordanie – 20 millions, le Maroc – 120 millions, la Syrie – 38 millions, et la Turquie – 167 millions. Le soutien budgétaire à l'Autorité palestinienne s'élève à 30 millions d'euros (détails en p. 2).
- **Le Conseil d'Association UE-Israël se réunira le 20 novembre à Bruxelles.** Il commencera par un déjeuner auquel assisteront le Ministre des Affaires étrangères israélien Shimon Peres, son homologue belge Louis Michel en tant que Président du Conseil des Ministres de l'UE, le Commissaire européen aux Relations extérieures Chris Patten et le Haut Représentant de l'UE Javier Solana. La séance de travail portera sur les relations politiques, économiques, sociales et culturelles entre l'UE et Israël.
- **La quatrième réunion interparlementaire Parlement européen-Liban se déroulera les 19 et 20 novembre à Bruxelles.** La réunion est organisée par la Délégation du Parlement européen pour les relations avec les pays du Machrek et les Etats du Golfe. Les parlementaires discuteront des implications des attentats du 11 septembre pour la région méditerranéenne, ainsi que des nouvelles perspectives du Partenariat euroméditerranéen dans ses aspects politique, économique, humain et culturel. Le bilan des relations UE-Liban figure également à l'ordre du jour.
- **La Banque européenne d'investissement (BEI) a accordé un prêt de 225 millions d'euros à l'Algérie pour l'approvisionnement en eau potable du Grand Alger et de la Kabylie.** Le projet porte sur la construction entre 2002 et 2006 d'une conduite d'eau potable de 83 km de long. Il est essentiel pour l'approvisionnement en eau potable de plus de 4 millions d'habitants et c'est l'un des plus grands projets de ce type dans le bassin méditerranéen. Le prêt de la BEI est accordé à la Banque Algérienne de Développement, qui le mettra à la disposition de l'Agence Nationale des Barrages (ANB) du Ministère des Ressources en eau.
- **Un atelier scientifique relatif aux risques industriels et technologiques aura lieu du 19 au 21 novembre à Strasbourg en France.** Il traitera de la maîtrise des risques dans la gestion de l'eau, de la médiation, de l'expertise virtuelle et de l'harmonisation de la terminologie en science du risque. Il s'agit de l'un des sept ateliers sur la gestion des risques dans la région méditerranéenne organisés dans le cadre du programme INCO (Coopération internationale), qui fait partie du Ve programme-cadre de l'UE pour la recherche et le développement.

SYNOPSIS EUROMED

Edition no 161

16 novembre 2001

PLANS NATIONAUX DE FINANCEMENT MEDA ET AIDE AUX PALESTINIENS

Le plan de financement 2001 pour l'Algérie comprend un projet de six ans relatif à la "Mise à niveau du système de formation professionnelle", doté d'une aide de 60 millions d'euros, et un projet de 5 ans sur l' "Appui au développement local dans le Nord-Est de l'Algérie (Appui au Fonds social)" qui reçoit une aide de 50 millions d'euros. Le plan de financement pour l'Egypte se compose de deux bonifications d'intérêt octroyées par la Banque européenne d'investissement (BEI): une somme de 25 millions d'euros contribuera sur cinq ans à la modernisation de la station d'épuration des eaux usées d'Abu Rawash et un autre montant de 6 millions est destiné à un projet de deux ans relatif à la gestion des déchets solides d'Alexandrie. Le plan de financement pour la Jordanie contient un projet unique d'assistance technique et de formation d'une durée de cinq ans et demi intitulé "Soutien de la réforme de la réglementation et de la privatisation". Le plan national pour le Maroc sera entièrement consacré au financement d'une facilité d'ajustement destinée à la gestion des ressources en eau et à la mise en oeuvre d'une politique de traitement de l'eau sur trois ans. Le plan de financement pour la Syrie comprend un Programme de modernisation du secteur de la santé qui s'étendra sur cinq ans et un projet de 32 mois portant sur la fourniture d'eau et d'équipements sanitaires en faveur de camps de réfugiés palestiniens, qui recevra les 8 millions restants. Le Plan annuel de financement MEDA 2001 pour la Turquie englobe 14 projets couvrant des domaines allant du développement régional à la réforme de l'administration et de la justice en passant par la promotion des PME. Les projets les plus importants sur le plan financier sont le Programme de développement de l'Anatolie orientale – 45 millions d'euros, et le programme de prêt aux petites entreprises – 20 millions. Deux bonifications d'intérêt de la BEI apporteront leur contribution à une facilité pour la réduction de la pollution industrielle – 16,7 millions – et au projet de retraitement des eaux usées de Mersin –14,3 millions. La mise à niveau du système statistique recevra 15,3 millions d'euros et la modernisation du système judiciaire 10,7 millions. Les autres projets intéressent principalement la réforme de l'administration et les activités pré-adhésion. En dernier lieu l'aide budgétaire directe à l'Autorité palestinienne est conçue comme une suite du soutien de 60 millions d'euros déjà versé. Elle a pour but d'aider l'Autorité palestinienne à résoudre les problèmes de liquidités à court terme créés par l'interruption des transferts mensuels de recettes fiscales, décidée par le gouvernement israélien à la suite de l'Intifada. Le soutien sera payé mensuellement en trois versements identiques de 10 millions d'euros.

NEGOCIATIONS UE-ALGERIE

Des négociations sectorielles en vue de conclure un Accord d'association se sont tenues du 12 au 15 novembre à Bruxelles. Des avancées substantielles ont été réalisées sur le volet commercial, y compris les produits agricoles, ceux de la pêche et les produits agricoles transformés. Le démantèlement tarifaire sur les produits industriels doit encore être discuté à un niveau plus politique. La Justice et les affaires intérieures feront l'objet de discussions techniques qui devraient avoir lieu le 23 novembre à Bruxelles et qui porteront sur l'immigration et la réadmission, la circulation des personnes et la coopération dans la lutte contre le terrorisme.

MODERNISATION INDUSTRIELLE EN EGYPTE

Le plan de travail intérimaire de lancement du Programme égyptien de modernisation industrielle (IMP) a été approuvé le 11 novembre par le Conseil égyptien de modernisation industrielle, ce qui permet la mise en oeuvre effective du programme. Le plan de travail a une durée de six mois – de novembre 2001 à mai 2002, mais les activités de l'IMP se poursuivront au-delà. Des experts confirmés fourniront une assistance technique à des PME, par l'intermédiaire d'un Centre de modernisation industrielle, sous la forme de diagnostics, de conseils et de formations dans les domaines de la qualité, de la compétitivité et des exportations vers l'UE.